

Un parlementaire de la Haute-Kotto, Jean-Emmanuel Ndjaraoua, est assassiné à Bangui. Un autre membre du CNT, témoin, Sonny Mpokomandji, est menacé

par RFI - Publié le 09-02-2014 Modifié le 10-02-2014 à 02:56



Le Parlement à Bangui.RFI

Jean-Emmanuel Ndjaraoua, un membre du Parlement provisoire, a été assassiné ce dimanche 9 février en Centrafrique, a annoncé la Ligue centrafricaine des droits de l'homme. Ce représentant de la région de la Haute-Kotto aurait été abattu, d'après des témoins. Samedi, il s'était élevé contre les violences dont sont victimes les ressortissants de sa région qu'il avait appelés «cosmopolites», autrement dit les musulmans.

Selon des informations recueillies auprès de proches de la victime, Jean-Emmanuel Ndjaraoua arrivait du centre-ville à bord d'une moto. Alors qu'il atteignait son domicile, il a été intercepté par des hommes armés qui l'ont tué de huit balles à bout portant. Son corps est ce soir à la morgue de l'hôpital général.

« C'est un assassinat odieux, ce sont des choses qu'on ne peut pas accepter, d'autant plus que c'est un représentant du peuple. Nous sommes tentés de croire que monsieur Ndjaraoua a été assassiné pour son opinion parce que nous avons interpellé le Premier ministre sur la question de la sécurité. Le Premier ministre nous a dit que lui-même avait peur », rapporte Sony Mpokomandji, membre du CNT. Dans l'hémicycle il était juste assis devant Jean-Emmanuel Ndjaraoua. *« Les conseillers sont très en colère. Nous demanderons au gouvernement de poser des actes immédiatement, parce qu'aujourd'hui, s'il est mou, les assassinats et le désordre continueront dans ce pays »,* prévient-il.

Jean-Emmanuel Ndjaraoua était un membre du Conseil national de transition. Il représentait la préfecture de Bria en Haute-Kotto, à l'est de la Centrafrique.

Samedi, lors d'une session extraordinaire du CNT à Bangui, les parlementaires ont interpellé le Premier ministre en personne sur l'insécurité qui perdure et sur la responsabilité du gouvernement qui

doit désormais tout faire pour neutraliser les ex-Seleka et anti-balaka qui continuent à semer la terreur.

La victime était montée à la tribune pour exprimer sa colère à propos du climat d'insécurité subi par la population. Et en matière d'insécurité et de violence, il savait de quoi il parlait : il y a deux semaines, deux de ses enfants ont été assassinés entre Sibut et Damara au nord de Bangui, selon un de ses collègues du CNT. Il n'avait pas fini son deuil, a-t-il expliqué.

Ce dimanche soir, les membres du CNT sont sous le choc. Lundi devait s'achever la session extraordinaire de leur assemblée. Une séance qui prendra la forme d'une cérémonie de deuil et de colère.

TEMOIGNAGE :

Nous sommes en train de chercher des renseignements ici sur les circonstances de sa mort, les auteurs et les mobiles exacts qui ont entraîné cette mort (...) Ce que je peux vous dire, encore, c'est qu'à l'occasion de cette session extraordinaire, il est intervenu hier au nom de la préfecture de la Haute Kotto pour déplorer les violences que notre pays connaît. Il a eu l'occasion de prendre à la tribune la parole. est-ce que ce meurtre-là a un lien avec son activité parlementaire ? Je ne sais pas. ce que je dis c'est que sa mort est intervenue dans un contexte global de violences au sein de la République Centrafricaine.

Joseph Bindoumi, membre du CNT et président de la Ligue centrafricaine de défense des droits de l'homme Sous le choc après l'assassinat de Jean-Emmanuel Ndjaraoua 09/02/2014

Centrafrique : 11 morts à Bangui, dont un parlementaire

AFP le 09/02/2014 à 21:49



Les proches de deux personnes tuées dans le 5e arrondissement à Bangui veillent les morts, le 9 février 2014 (AFP / Issouf Sanogo)

Au moins 11 personnes, dont un parlementaire, ont été tuées lors de violences accompagnées de pillages à grande échelle dimanche à Bangui, au moment où le ministre français de la Défense a débuté au Tchad une nouvelle tournée largement dédiée à la Centrafrique.

Dans la capitale centrafricaine, une nouvelle flambée de violence a éclaté samedi soir aux abords de la mairie du 5e arrondissement, au centre-ville, avec cinq personnes tuées dans des circonstances non établies, puis trois autres dans des affrontements interreligieux, et une neuvième par des soldats de la force de l'Union africaine (Misca), selon des témoins.

Peter Bouckaert, de l'ONG Human Rights Watch, qui a également fait état du lynchage à mort d'une dixième personne - musulmane ou chrétienne, selon des sources contradictoires - près du marché central.



Un soldat français de l'opération Sangaris et un gendarme centrafricain à Bangui le 9 février 2014 (AFP / Issouf Sanogo)

Dans l'après-midi dimanche, c'est un membre du parlement provisoire centrafricain, Jean-Emmanuel Ndjara, qui a été assassiné dans le 4e arrondissement de la capitale, selon la Ligue centrafricaine des droits de l'Homme (LCDH).

La veille, la victime avait fait une intervention remarquée devant le Conseil national de transition (CNT, parlement provisoire), dans laquelle elle s'était élevée contre les violences dont sont victimes les ressortissants "cosmopolites" de sa région, autrement dit les musulmans.

Dimanche matin, des soldats français et des gendarmes centrafricains avaient pris position, au milieu de ruines de commerces encore fumantes, dans le 5e arrondissement livré aux pilliers et survolé par un hélicoptère de combat français.

- "La nuit, c'était terrible" -

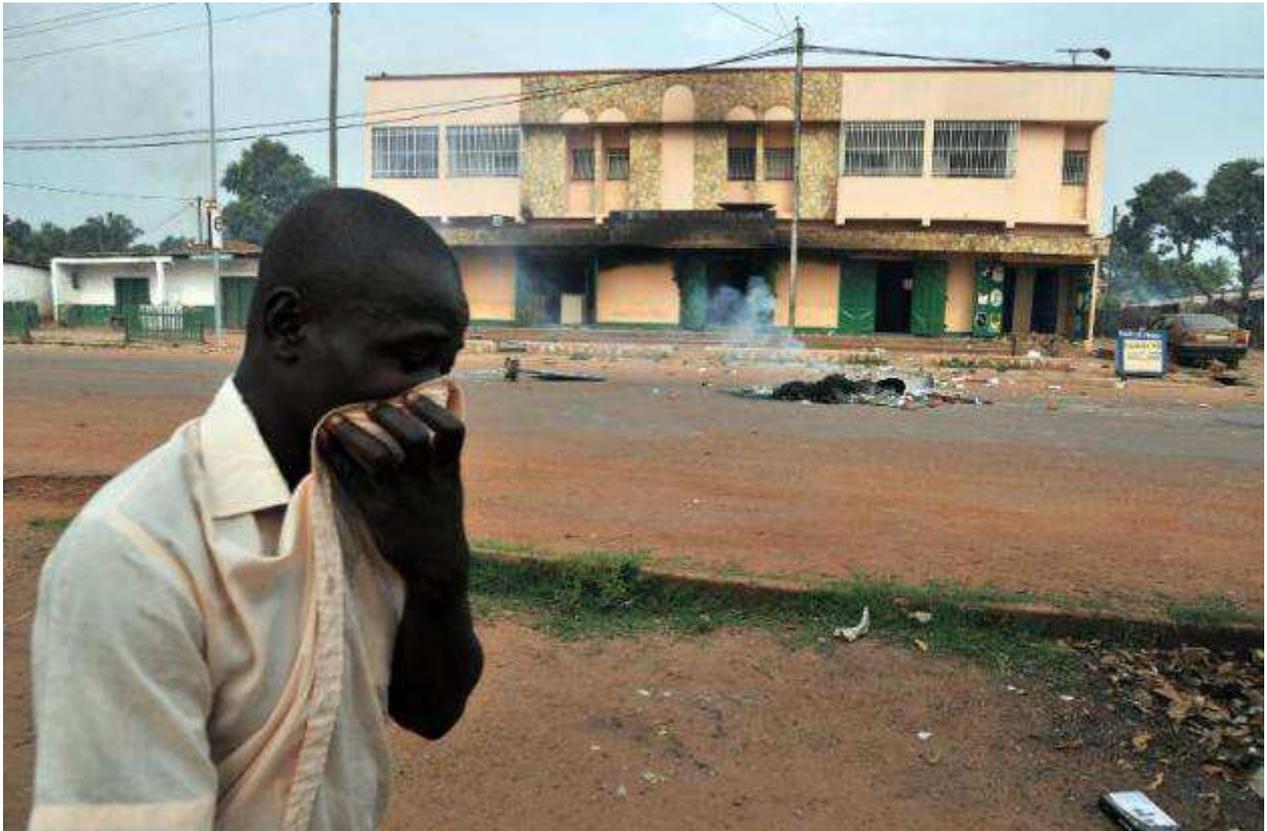


Deux femmes pleurent après avoir perdu des membres de leur famille, tués dans le 5e arrondissement de Bangui, le 9 février 2014 (AFP / Issouf Sanogo)

Selon des habitants, après la mort de cinq personnes samedi soir, une femme chrétienne de ce quartier mixte a été tuée par un musulman. Son agresseur a été capturé et tué, et son cadavre brûlé devant la mairie. Son corps calciné gisait dimanche au milieu de la route.

Un deuxième civil musulman a ensuite été tué et son meurtrier s'apprêtait à jeter le cadavre dans un brasier quand les soldats rwandais de la Misca ont ouvert le feu, a raconté Innocent, un habitant du quartier. "Ils l'ont tué", a accusé Innocent, s'exprimant au milieu d'une foule surexcitée criant "A mort les Rwandais".

"Les Rwandais sont tous des musulmans! Dehors, les Rwandais!", hurlait une femme, tandis que crépitaient des rafales de kalachnikov, d'origine indéterminée.



Un homme se protège le visage alors qu'il passe à côté d'un cadavre brûlé, à Bangui, le 9 février 2014 (AFP / Issouf Sanogo)

Dans la mairie du 5e arrondissement, une dizaine de soldats rwandais étaient retranchés: "la nuit, c'était terrible", a dit l'un d'eux à l'AFP.

En fin de matinée, malgré les remontrances des militaires français, des bandes de jeunes pillards continuaient de venir se servir, certains avec des brouettes ou des charrettes, se glissant entre les blindés.

- "Les Français ne vont pas tirer" -

"Les Français ne vont pas nous tirer dessus", assurait en riant l'un d'eux, un jeune coiffé d'un bonnet.

Selon une source militaire française, les pillages ont finalement été contenus à la mi-journée.

Le commandant en chef de la Misca, le général camerounais Martin Tumenta Chomua, a menacé samedi les groupes armés de recourir à la force pour arrêter assassinats, lynchages et pillages.

Dans ce climat de violences sans fin, le ministre français de la Défense Jean-Yves Le Drian est arrivé dimanche à N'Djamena pour une nouvelle tournée régionale consacrée en grande partie à la crise centrafricaine.



Jean-Yves Le Drian à l'Ecole des Transmissions de Cesson-Sevigne, le 7 février 2014 (AFP/Archives / Thomas Bregardis)

M. Le Drian a indiqué à la presse avoir "fait le point" avec le président tchadien Idriss Déby Itno, acteur militaire et politique majeur d'Afrique centrale, "sur les différents théâtres des opérations, notamment au Mali, et la situation dramatique en Centrafrique".

"Nous avons également évoqué la situation au sud de la Libye, qui est considérée comme un refuge de terroristes", a-t-il ajouté, avant de se rendre au Congo.

Le président congolais Denis Sassou Nguesso est médiateur dans le conflit centrafricain. Mercredi M. Le Drian se rendra à Bangui pour une troisième visite depuis le début, le 5 décembre, de l'intervention française ("opération Sangaris").

La Centrafrique a sombré dans le chaos depuis la prise du pouvoir en mars 2013 par Michel Djotodia, chef de la coalition rebelle Séléka à dominante musulmane devenu président, qui a été contraint à la démission le 10 janvier pour son incapacité à mettre fin aux tueries interreligieuses et remplacé le 20 janvier par Catherine Samba Panza.



Un petit garçon au milieu des débris d'une maison dans le quartier PK5 de Bangui le 8 février 2014. AFP Issouf Sanogo